

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 26 (1881)
Heft: 1

Buchbesprechung: Étude diplomatique sur la guerre de Crimée [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

d'assister à l'école d'aspirants en lui faisant comprendre l'intérêt qu'il y a, aussi bien pour son chef que pour tout le corps, à ce qu'il choisisse cette branche du service militaire. En cas d'insuffisance d'officiers, on pourrait appeler un fourrier capable mais ayant fait au moins un service dans ce grade.

Il serait fait complètement abstraction de tous les autres sous-officiers. Avec un personnel semblable d'officiers et de sous-officiers, le plan d'instruction pourrait être modifié et l'on pourrait, par exemple, appeler tous les officiers dans la première école et les fourriers dans la seconde. Avec les premiers, l'instruction porterait sur les branches spéciales en laissant de côté celles qui leur sont déjà connues, et le résultat serait bien plus favorable.

L'instruction est singulièrement facilitée quand on a affaire à des hommes qui ont reçu un enseignement préparatoire équivalent. Mais comment peut-on obtenir un résultat passable et uniforme avec des inégalités aussi grandes que celles qui existaient dans les écoles qui ont eu lieu jusqu'ici, où l'on avait des différences d'âge de 10 à 12 ans, des différences de grade de premier lieutenant à caporal ou même appointé, des différences d'instruction première allant des hautes études à l'enseignement secondaire ?

En outre, nous croyons qu'il est indispensable de connaître assez deux des langues nationales pour pouvoir suivre indistinctement des cours en français et en allemand sans qu'une traduction soit nécessaire ; car que fera, en réalité, un quartier-maître qui ne comprend qu'une langue dans un pays où l'on en parle trois et où, en campagne, il est constamment en rapport avec les autorités et les particuliers ?

Nous sommes persuadé que si l'on recrute comme nous l'avons dit, on pourra mieux satisfaire aux exigences, quoique celles-ci soient quelquefois très grandes et de natures bien diverses; nous laissons de côté la question de savoir si on finira par admettre dans les sphères supérieures que le quartier-maître doive être considéré, ainsi que cela a lieu trop souvent, comme bon à tout faire, ou si on lui donnera le personnel et le matériel nécessaires pour remplir convenablement sa mission.

Nous terminerons en priant encore une fois instamment tous ceux que leur position appelle à faire des propositions pour les fonctions de quartier-maître de bien se rendre compte des exigences de ce service et de ne présenter que des hommes offrant toutes les garanties et les capacités voulues pour bien s'acquitter de leur tâche.

BIBLIOGRAPHIE

Etude diplomatique sur la guerre de Crimée (1852 à 1856), par un ancien diplomate.
Paris, Tanera éditeur, 1874. 2 forts volumes grand in-8°. Prix 20 fr.

L'auteur de ce travail important et considérable, qui ne comprend pas moins d'un millier de pages, a beau vouloir garder l'anonyme. Son style élégant et chaleureux, d'une parfaite clarté et d'un attrait constant même dans l'exposé des matières les plus compliquées, trahissent la plume connue d'un haut fonctionnaire russe que la Suisse et la France peuvent aussi revendiquer quelque peu pour un des leurs : le baron de Jomini, fils cadet de l'illustre général payernois. Elevé en partie dans le

canton de Vaud, en partie à Paris, puis en Russie, le baron de Jomini est depuis longtemps attaché aux affaires étrangères à Saint-Pétersbourg, où il occupe aujourd'hui un poste élevé, avec le titre de conseiller privé de S. M. l'Empereur. C'est dire qu'il a pu suivre de près les événements qu'il étudie, notamment ceux de la guerre de 1852 à 1856, menée par quatre puissances, France, Angleterre, Turquie, Piémont, contre la Russie. Il apprécie les faits très nettement et franchement, sans prétendre à la neutralité. Cette étude avait été préparée et rédigée en 1863, alors qu'on était encore, dit l'auteur, « sous l'impression amère de cette inique guerre d'Orient, qui a blessé si profondément la nation russe dans ses intérêts, ses droits, sa dignité, sa conscience de membre, jeune encore, mais important par sa masse et sa puissante vitalité, de la grande famille des peuples au ban de laquelle elle se voyait mise avec une si révoltante injustice, et cela malgré les services éminents qui plus d'une fois ont attesté sa solidité avec les intérêts généraux de l'Europe ! Sentiment dououreux qui a conduit au tombeau un noble souverain si complètement identifié avec l'honneur et la prospérité de son pays, qu'il n'a pas pu survivre à ces outrages immérités ! »

Il était donc impossible que l'auteur de ces Etudes parlât avec sang-froid d'un sujet qui faisait tressaillir d'indignation tous les fidèles servants de la Russie.

Aujourd'hui les choses ont bien changé. Le temps a marché, les événements ont parlé. A défaut de la Providence, dont l'école politique moderne répudie l'intervention dans les affaires humaines, la Némésis de l'histoire, cette logique imprescriptible des choses, a fait porter aux causes leurs effets, aux germes leur fruit.

Devant ces redoutables enseignements, tout ressentiment devait tomber, toute rancune mesquine était incompatible avec la grandeur des faits.

Nous nous sommes donc demandé s'il fallait conserver à ces Etudes leur forme et leur couleur, peut-être trop vives, malgré le désir évident de vérité et de justice qui les a dictées.

Après mûres réflexions, nous nous sommes décidés à les présenter au public telles qu'elles ont été écrites.

En voici les raisons :

D'abord, nous sommes convaincus que si le premier devoir de l'historien est d'être calme pour pouvoir rester impartial, il ne doit néanmoins pas cesser d'être homme, et de protester en toute occasion contre l'iniquité de toute l'énergie de son indignation, sans transiger jamais avec ce qu'il croit juste et vrai.

Ensuite, les impressions et les convictions que le cabinet russe a emportées de la crise d'Orient ont nécessairement dû influer sur la politique qu'il a suivie depuis quinze années. Pour apprécier sainement cette politique, il est donc indispensable de présenter le tableau de cette époque sous les couleurs qu'il a dû avoir aux yeux du gouvernement russe dans le moment même, et non pas sous la lumière qu'y ont apporté les faits subséquents.

Nous dirons plus. Les commentaires, si éloquents dans leur grandeur, que les événements ont ajoutés aux leçons sorties de la guerre de Crimée, seraient mal compris si l'on ne remontait pas aux causes premières des bouleversements accomplis depuis en Europe, et si, en regard de si terribles conséquences, on ne mettait pas les prémisses telles qu'elles ont été posées par les passions humaines ou par les inspirations d'une fausse habileté. Alors tout l'enseignement qui doit découler de ce grand spectacle serait perdu. Or, l'expérience est le seul dédommagement que l'humanité puisse retirer des épreuves qu'elle traverse.

Ce n'est donc pas une pensée de vaines récriminations qui nous a guidés. Dieu nous en préserve !

» Tout au contraire, nous sommes persuadés que le moment est venu pour toutes les puissances de l'Europe d'établir, en même temps que le bilan de leurs profits et pertes, celui de leurs erreurs et de leurs fautes, avec un sentiment de sincère contrition et le désir loyal de faire les unes envers les autres leur *mea culpa*.

» En retraçant le tableau de la politique russe de cette époque mémorable, nous n'avons pas la prétention de porter à nous seuls un jugement définitif. Nous sommes persuadés que si des plumes françaises, anglaises ou autrichiennes compétentes et de bonne foi écrivaient cette histoire au point de vue particulier de leur pays, elles présenteraient un autre côté de ces questions compliquées et trouveraient des raisons pour justifier, expliquer ou atténuer bien des choses.

» Ce que nous désirons, c'est la lumière ; ce que nous cherchons, c'est la résultante de toutes ces impulsions diverses qui, après avoir entraîné les gouvernements à un choc violent au nom de leurs devoirs et de leurs intérêts, ont finalement abouti, pour la plupart d'entre eux à de si cruelles déceptions.

» C'est là, selon nous, qu'est toute la question.

» L'empereur Napoléon III n'a-t-il pas été considéré à l'issue de la guerre de Crimée comme un souverain d'une profonde habileté politique, ayant d'un seul coup relevé le prestige militaire de la France, rétabli sa position au premier rang des puissances de l'Europe, dissous les alliances formées contre elle et déchiré les traités qui la paralysaient ?

» Le comte de Buol n'a-t-il pas cru servir sincèrement les intérêts de l'Autriche, réaliser les rêves de grandeur de son souverain, placer son pays à la tête de l'Allemagne, et lui assurer, sans coup férir, une position prépondérante en Europe et en Orient, lorsqu'il a conçu, poursuivi, réalisé en dépit des obstacles, au milieu de mille difficultés, ces célèbres manœuvres politico-stratégiques qui passaient alors pour le comble de l'habileté diplomatique ?

» Quel contraste peut être plus frappant que celui que présentent ces environs du succès et ces illusions de l'habileté humaine avec les terribles conséquences qui en sont découlées pour ceux-là mêmes qui s'y étaient laissés entraîner !

» N'y a-t-il pas un lien logique entre ces deux ordres de faits ? N'en ressort-il pas un immense enseignement ? Et n'est-il pas urgent de le dégager pour l'instruction des générations présentes et futures ?

» Pour nous, nous en tirons deux conclusions :

» La première, c'est qu'il y a positivement une morale politique, si étrange que puisse paraître la juxtaposition de ces deux mots. Nul gouvernement, nul Etat, nul peuple ne peut y manquer impunément.

» Le sens de cette morale a fait défaut aux habiles créateurs de cette prétendue école de la *politique pratique*, *politique d'intérêts*, rejetant les *principes* et les *sentiments* comme des *préjugés* et des *obstacles*. — Etais-ce étroitesse de vues, préoccupation égoïste de leur propre personnalité, ou l'effet de la pression de plus en plus irrésistible de l'élément passionnel que la publicité sous toutes ses formes, chambres, journaux, opinion publique, etc., etc., apporte de nos jours dans le domaine de la politique, science de raison élevée et de calcul à longue portée ? — Quoi qu'il en soit, sous ces diverses influences, ces *habiles* n'ont aperçu que le *présent immédiat*, ils n'ont cherché que l'*intérêt* du jour, ils n'ont poursuivi que le *succès* du moment, auquel ils ont attaché leur gloire personnelle ; — le *lendemain*, l'*avenir lointain*, le principe de *germination* qui, dans le monde moral et politique comme dans le monde matériel, fait tôt ou tard sortir le *fruit de la semence*, leur ont entièrement échappé.

» Or, si la politique *moderne* devait persister dans ces voies et que les hommes d'Etat dussent continuer à avoir la *vue basse*, l'humanité serait

condamnée à marcher à l'aveugle, soumise à perpétuité à l'imprévu, ou plutôt aux forces brutes que les passions humaines font éclore spontanément au sein de la nature morale de l'homme.

» Tel ne peut être, à notre avis, l'idéal de l'humanité. Dans l'ordre matériel, sa marche constante a été d'asservir les forces brutes de la nature aux lois de la science et de la raison. Il est inadmissible que dans l'ordre moral sa mission soit diamétralement contraire.

» La seconde conclusion se dégage d'elle-même du récit des faits :

« La plupart des puissances qui se sont laissées entraîner à une injuste animosité envers la Russie n'ont pu lui nuire sans se porter préjudice à elles-mêmes.

» S'il n'en ressort pas pour elles la nécessité d'abandonner ces voies funestes et d'en chercher d'autres par l'établissement de rapports fondés sur de bons procédés, sur une appréciation équitable et bienveillante des intérêts réciproques, et sur le désir de régler par de sages transactions ceux qui les divisent, alors il faudrait désespérer de l'avenir de l'Europe.

» Ces Etudes n'ont pas d'autre but que de démontrer ces vérités. »

Après cet avant-propos et un chapitre de considérations préliminaires où l'on retrouve des traces sensibles de l'esprit supérieur et des vues élevées de l'historien des guerres de la Révolution et du tableau politique de l'Europe en 1815, l'auteur aborde la crise de 1863 et la suit pas à pas dans quatorze autres chapitres qui sont à lire et impossibles à résumer. Non-seulement les péripéties du sujet même y sont relatées de main de maître jusqu'au traité de 1856 inclusivement, mais le lecteur voit s'en dégager toutes les conséquences, c'est-à-dire les germes de la guerre de 1859 en Italie et des grands événements postérieurs.

L'auteur termine par des considérations frappées à son cachet spécial. Bonnes à méditer en tout temps, elles ne le sont pas moins à reproduire ici pour mieux caractériser la nature et la portée de cette remarquable publication.

« Ces transactions (de 1856) sont jugées. L'histoire a prononcé son arrêt. Quinze ans à peine se sont écoulés ; qu'est-il resté debout de ces monuments d'une fausse sagesse ?

« La France a vu crouler en quelques semaines ce second empire qui avait débuté par une gloire de mauvais aloi. Les puissances qu'elle avait blessées se sont abstenues, celles qu'elle avait servies l'ont payée d'indifférence ou d'ingratitude. Elle s'est trouvée seule à l'heure du péril, et malheureusement elle a expié chèrement — trop chèrement — les fautes politiques auxquelles elle avait imprudemment applaudi.

« L'Autriche a vu glisser entre ses mains les alliances auxquelles le comte de Buol avait sacrifié les antiques relations de l'empire ; elle a vu se réaliser la prédiction du prince Gortchakow. Elle avait blessé un ancien allié sans pouvoir l'anéantir ; elle a dû coexister avec un voisin puissant et outragé ; sa position politique a dû s'en ressentir ; ses ennemis et ses rivaux ont eu le champ libre. Repoussée de l'Italie, rejetée hors de l'Allemagne, elle cherche aujourd'hui un nouveau centre de gravité au milieu d'une confusion intérieure aggravée par ses revers. Nous souhaitons qu'elle en sorte heureusement ; car si nous déplorons et réprouvons la politique passée de l'Autriche, nous n'avons jamais cessé de considérer cet empire comme un élément indispensable de l'équilibre européen. La Russie, comme voisine, est intéressée à ce qu'il soit prospère et bien ordonné. Il est à croire que l'expérience acquise fera cesser un antagonisme nuisible aux deux pays. Déjà, en 1860, au moment de l'entrevue de Varsovie, le comte de Rechberg faisait dire au cabinet de Saint-Pétersbourg par M. de Werther : « L'Autriche et la

« Russie se sont fait réciproquement beaucoup de mal. Nous vous avons fait perdre la Bessarabie, vous nous avez fait perdre la Lombardie. Jusqu'où irons-nous dans cette voie ? Né pouvons-nous nous considérer comme quittes et abandonner le terrain des représailles pour nous placer sur celui d'une entente ? » — Espérons que ces sages paroles, qui ont reçu des faits une si éclatante confirmation, deviendront le programme des deux cabinets.

« De tous les coalisés de 1854, l'Angleterre seule a échappé aux conséquences de sa funeste politique ; son isolement insulaire la met en dehors du courant européen. Néanmoins, elle a dû modifier ses allures sous le poids des difficultés économiques et sociales qui la préoccupent et sous la pression redoutable de la rivalité américaine. La politique anglaise d'aujourd'hui n'est plus ce qu'elle était. L'abstention a succédé à sa participation trop active d'autrefois dans les affaires de l'Europe. Elle a effacé de ses propres mains la clause du traité de Paris qui, pour elle, était le but essentiel de la guerre. Elle l'a fait avec une sagesse et une modération qui honorent ses hommes d'Etat. Rien n'est plus instructif que de mettre les négociations qui ont amené et accompagné la guerre de Crimée en regard de celles qui, à quinze ans de distance, ont abouti à la révision par la conférence de Londres du traité de 1856. Quelle leçon pour les peuples dont on dépense le sang et l'argent dans des luttes dont plus tard on doit constater la stérilité !

« Néanmoins, en présence de cette conversion de la politique anglaise, il ne reste qu'à vouer le passé à l'oubli, et qu'à souhaiter que cette nation puissante et éclairée, en position d'exercer une si salutaire influence sur les affaires de l'Europe et du monde, rompe à jamais avec les traditions néfastes qui, sous lord Palmerston, en avaient fait un boute-feu universel.

« N'est-il pas également instructif de voir que la Prusse, qui, au milieu de ce déchaînement d'animosités, a été la seule puissance qui soit restée fidèle à ses vieilles traditions d'amitié envers la Russie, la seule qui ait cherché à l'aider dans la mesure du possible, au moins de son bon vouloir, soit aussi la seule qui ait bénéficié des bouleversements de ces dernières années ? Certes, elle a dû déployer une profonde habileté et une grande énergie pour trancher d'un coup des questions autour desquelles l'Europe luttait depuis des siècles : la prépondérance de la Prusse en Allemagne, l'expulsion de l'Autriche, l'unité germanique, la restauration de l'empire allemand sous le sceptre des Hohenzollern, l'abaissement de la France et la conquête des clefs stratégiques du centre de l'Europe disputées depuis Louis XIV ; quels exploits en quatre années et deux campagnes ! Mais qui pourrait dire que la Prusse aurait osé y songer et pu les accomplir sans le profond désarroi où la guerre de Crimée avait jeté l'Europe ?

« Nous ne croyons pas que jamais leçon plus éclatante et plus rapide soit sortie de l'enchaînement des faits et de la logique de l'histoire.

« Quant à la Turquie, qu'elle fasse elle-même le bilan de sa politique et de ce qu'elle a gagné à substituer la tutelle de l'Europe à ses anciens rapports avec la Russie. Les revirements de la politique européenne ont dû lui faire faire des réflexions philosophiques sur l'instabilité des choses humaines et le danger des alliances à long bail. Elle doit comprendre que la Russie est, de par la géographie, un voisin avec lequel il fallut toujours compter, et que cette puissance, avec ses intérêts permanents et sa politique fixe, est peut-être encore l'allié le plus sûr et le moins dangereux dont elle puisse rechercher l'amitié. La sagesse qu'elle

montrée lors de la récente révision du traité de 1856 prouve que cette expérience n'a pas été perdue pour elle. Aujourd'hui elle prête une

oreille anxieuse à tous les bruits qui lui viennent d'Europe, dans l'espoir d'y trouver place à de nouvelles combinaisons. En attendant, elle prétend se passer d'alliances, et *fare da se*. Dans ce but, elle compte sur le développement de sa force militaire, multiplie ses armements et consomme sa ruine financière.

« Laissons-la à ses expérimentations. Personne aujourd'hui ne peut souhaiter une crise violente en Orient, parce qu'une telle crise, loin de faire entrevoir une solution, serait le point de départ de calamités sans issue prévisible. Mais le *statu quo* a aussi ses conditions. Le jour où la Porte comprendra qu'à notre époque la puissance des Etats est en raison de leur prospérité financière, économique, sociale et politique ; que l'unique moyen de réaliser cette prospérité est d'assurer le développement des ressources matérielles du pays et la satisfaction de ses besoins moraux par de bonnes lois et une administration équitable garantissant à chacun sa sécurité personnelle, celle de ses propriétés et de ses transactions, — et que ceux qui la poussent dans des voies différentes ne sont pas ses véritables amis, — ce jour-là, la Porte pourra compter sur le meilleur vouloir de la Russie et sur de bonnes et solides relations avec elle.

« Ces adversaires ne sont pas les seuls qu'aït eus la Russie. D'autres plus infimes, mais non moins acharnés, ont eu leur part dans l'explosion de haines, fomentées par la presse de tous les pays, qui a salué la croisade entreprise contre elle en 1854. Que sont devenus aujourd'hui le cléricalisme ultramontain, le radicalisme de toutes nuances, le polonisme et le pseudo-libéralisme hébraïque ? Ils sont jugés d'après leurs œuvres et frappé d'un discrédit bien mérité.

« C'est en toute humilité que nous constatons cette confusion des ennemis de notre pays. Nous le répétons, les événements sont trop grands pour comporter une puérile satisfaction.

« Mais ce qui rend ce résultat plus frappant, c'est que la Russie n'a rien fait pour le provoquer. Elle a abandonné les choses à leur cours naturel.

« Pendant ces quinze ans, elle s'est repliée sur elle-même. Elle s'est recueillie. Toute sa sollicitude, toutes ses forces se sont concentrées sur le travail intérieur dont la guerre de Crimée avait révélé l'urgence. Sous l'initiative d'un souverain honnête homme, aimant son pays et se fiant à lui, la Russie a entrepris une série de réformes capitales dont certainement l'histoire d'aucun peuple ne présente d'exemple dans de pareilles dimensions et dans un si court espace de temps. Elle les a accomplies heureusement et pacifiquement par l'intime union du souverain et de la nation.

« Grâce à ce travail fécond, la Russie occupe matériellement et moralement dans l'estime du monde la place dont on avait prétendu la faire déchoir. Sa position militaire défensive, sa situation financière, politique, économique, sont incontestablement meilleures qu'elles ne l'étaient avant la guerre. C'est ainsi qu'elle a pu amener ses adversaires d'autrefois à réviser les stipulations du traité de 1856 qui la blessaient dans ses intérêts et sa dignité, non-seulement sans verser une goutte de sang, mais encore en faisant de cette question qui pouvait devenir la cause de graves complications le point de départ d'une réconciliation et d'une bonne entente offertes aux puissances qui l'avaient combattue.

« Et néanmoins, malgré cette pacifique abstention, un fait irrécusable reste acquis au domaine de la science politique contemporaine : *Il a suffi que la Russie se soit retirée des affaires de l'Europe pour que son absence momentanée en ait rompu l'équilibre et ait livré la paix générale aux*

plus dangereux bouleversements ! Telle est la réponse que les événements ont faite aux insensés qui prétendaient l'exclure du concert européen !

« Nous leur abandonnons d'en tirer la conclusion.

« La nôtre se dégage d'elle-même :

« Tandis que les puissances qui avaient été nos adversaires subissaient les conséquences d'une politique violente, haineuse, agressive, cherchant son bien dans le mal d'autrui, la Russie a assisté, non indifférente, mais calme, aux agitations de ces dernières années. Elle a recueilli les fruits d'une politique juste, modérée, pacifique, ne plaçant pas l'intérêt particulier du moment au-dessus de l'intérêt général, et reconnaissant la grande loi de solidarité à laquelle la Providence ou la force des choses a soumis les affaires humaines.

« Tout doit donc l'engager à persévérer dans les voies correctes qu'elle a choisies. Nous sommes convaincus qu'elle ne s'en écartera pas, non-seulement parce que telle est la pensée de ses gouvernements actuels, mais encore parce que c'est le caractère de ses intérêts d'être essentiellement stables, conservateurs, pacifiques et modérés ; il n'y en a pas un seul qui ne soit honnête et hautement avouable, pas un qui ne s'accorde avec les intérêts généraux de l'Europe. C'est là la meilleure des garanties.

« Nous faisons des vœux pour que, de son côté, l'Europe, éclairée par la terrible expérience des vingt dernières années, suive la Russie dans cette direction. Elle évitera ainsi bien des calamités, car, il ne faut pas se faire d'illusion, les événements contemporains renferment autre chose qu'un enseignement : ils contiennent des germes de nouvelles luttes politiques et sociales bien redoutables pour la paix du monde.

« Ce ne sera pas trop de toute la sagesse des gouvernements et des peuples pour en arrêter le développement.

« Nous voudrions pouvoir exprimer en terminant l'espoir que cette voix si éloquente des faits — dont nous ne sommes que l'humble écho — sera entendue et comprise. Nous n'osons en formuler que le vœu. Malheureusement notre époque est à la passion, bien plus qu'à la raison, et les gouvernements eux-mêmes ne sont plus assez forts pour subordonner les entraînements du présent aux prévisions de l'avenir.

« Mais ce que nous croyons pouvoir affirmer, c'est que si cette tâche est entreprise, le concours de la Russie n'y fera pas défaut.

« Plus d'une fois déjà elle a contribué au salut de l'Europe. Peut-être lui sera-t-il donné d'y travailler encore, et bien qu'elle en ait été mal récompensée, nous sommes persuadés que, le cas échéant, elle ne reculera pas devant cette ingrate mission. »

TIR FÉDÉRAL DE 1881 A FRIBOURG

Le Comité des prix du Tir fédéral met au concours la fourniture des
Petites et des grandes coupes, ainsi que des montres,
pour les primes de tir.

Les personnes intentionnées de soumissionner pourront, dès aujourd'hui, prendre connaissance du cahier des charges, chez :

M. Meyer, Secrétaire du Comité, rue des Epouses, 142, à Fribourg.
Le concours est ouvert jusqu'au 15 janvier 1881.

Pour le Comité des Prix :
Le 1^{er} Secrétaire, Ch^s MEYER.